



Assemblée générale

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 164 de l'ordre du jour
Financement des activités découlant
de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité

Exécution du budget d'appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Vue d'ensemble	5
B. Exécution du budget	5
C. Activités d'appui de la Mission	9
D. Coopération entre les missions de la région	9
E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays	9
F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	31
A. Ressources nécessaires	31
B. Dépenses du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)	32
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources	33
D. Évolution des dépenses mensuelles	34
E. Autres recettes et ajustements	35
F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	35



IV.	Analyse des écarts	35
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	40
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/889	40

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et les objectifs du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie est mise en évidence dans les composantes appui des tableaux axés sur les résultats.

Pendant la période considérée, plusieurs événements importants ont eu une incidence sur l'exécution du mandat du Bureau d'appui, notamment le retrait tactique des Chabab de Mogadiscio en août 2011; l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2010 (2011), étendant le dispositif d'appui logistique, et de la résolution 2036 (2012), augmentant l'effectif autorisé, élargissant la zone d'opérations et prévoyant le remboursement du matériel appartenant aux contingents et la mise en place d'une flotte aérienne.

Le Bureau d'appui a adapté ses priorités et ses activités, compte tenu de ces changements majeurs, et, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, continué de fournir à l'AMISOM un soutien logistique, qui a grandement contribué à ses récents succès.

Le Bureau d'appui a engagé des dépenses d'un montant de 287,8 millions de dollars pour l'exercice considéré, soit un taux d'exécution du budget de 98,9 % (pour l'exercice précédent, le montant des dépenses était de 210,1 millions de dollars, soit un taux d'exécution de 99,9%).

En ce qui concerne le personnel en tenue et le personnel civil, les dépenses ont dépassé les crédits alloués de 1,2 million de dollars et de 3,0 millions de dollars, respectivement; ce dépassement a été largement compensé par le fait que les dépenses de fonctionnement ont été inférieures de 7,5 millions de dollars aux prévisions. Le dépassement des coûts au titre du personnel en tenue s'explique essentiellement par l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2036 (2012), qui a augmenté l'effectif autorisé et intégré le remboursement du matériel majeur appartenant aux contingents. Au titre du personnel civil, le dépassement est essentiellement dû au recrutement accéléré de fonctionnaires internationaux. La sous-utilisation des crédits ouverts au titre des dépenses de fonctionnement s'explique essentiellement par la réduction des dépenses liées aux services de construction du fait du changement du concept d'opérations de l'AMISOM.

L'augmentation des dépenses (77,7 millions de dollars) par rapport à l'exercice précédent, qui concerne essentiellement les transports terrestres et les communications, s'explique par le nouveau mandat prescrit dans la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, qui a élargi l'ampleur et la portée du soutien logistique à l'AMISOM.

Pour le personnel en tenue, l'augmentation du taux d'occupation des postes par rapport à l'exercice 2010/11 s'explique essentiellement par l'augmentation de l'effectif des contingents et unités de police constituées autorisé, conformément à la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montants répartis	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	57 141,0	58 374,5	(1 233,5)	(2,2)
Personnel civil	29 386,3	32 347,5	(2 961,2)	(10,1)
Dépenses opérationnelles	204 565,4	197 035,4	7 530,0	3,7
Total brut	291 092,7	287 757,4	3 335,3	1,1
Recettes provenant des contributions du personnel	3 390,8	3 294,2	96,6	2,8
Total net	287 701,9	284 463,2	3 238,7	1,1
Valeur des contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	291 092,7	287 757,4	3 335,3	1,1

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Contingents militaires	17 181	12 000	11 047	7,9
Police de l'Union africaine	270	270	45	83,3
Unités de police constituées	280	—	—	—
Personnel recruté sur le plan international	168	168	144	14,3
Personnel recruté sur le plan national	125	125	107	14,4
Positions temporaires ^c				
Personnel recruté sur le plan international	2	2	1	50,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé. S'agissant des fonctionnaires en tenue, le budget approuvé pour 2011/12 reposait sur un effectif autorisé de 12 000 militaires et 270 agents de la police de l'Union africaine.

^b Compte tenu du nombre de postes effectifs et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (exercice 2011/12) a été présenté par le Secrétaire général dans son rapport du 7 avril 2011 (A/65/809) et s'élevait en chiffres bruts à 303 911 900 dollars (montant net : 300 444 200 dollars). Il couvrait le déploiement de 12 000 militaires, 270 agents de la police de l'Union africaine, 177 fonctionnaires internationaux, 126 agents recrutés sur le plan national, dont 15 administrateurs; il prévoyait également de financer deux emplois de temporaire.

2. Dans son rapport du 29 avril 2011, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 298 927 000 dollars pour l'exercice 2011/12 (A/65/743/Add.16, par. 58).

3. Par sa résolution 65/306, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut de 291 092 700 dollars (montant net : 287 701 900 dollars) aux fins du fonctionnement du Bureau d'appui pendant l'exercice 2011/12. La totalité du montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat concernant l'appui à l'AMISOM dans sa résolution 1863 (2009), et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Le mandat applicable à l'exercice considéré est celui que le Conseil a énoncé dans ses résolutions 1964 (2010), 2010 (2011) et 2036 (2012).

5. Le Bureau d'appui a pour mandat de fournir un dispositif d'appui logistique à l'AMISOM pour aider les Institutions fédérales de transition à stabiliser le pays, faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire et créer des conditions propices à la stabilisation, à la reconstruction et au développement durables en Somalie.

6. Dans le cadre de cet objectif général, le Bureau d'appui a contribué à un certain nombre de réalisations, au cours de l'exercice budgétaire, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2011/12, effectuées sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis par rapport aux réalisations escomptées – et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

8. Les principales priorités du Bureau d'appui pour 2011/12 étaient à l'origine de consolider et de mettre en œuvre le dispositif d'appui logistique mis en place lors des exercices précédents pour soutenir le déploiement de l'AMISOM dans tout Mogadiscio. Les principales activités prévoyaient ainsi d'achever le déploiement

des 12 000 militaires avant la fin de 2011; d'achever la construction des locaux permanents dans la partie ouest de Mogadiscio; de construire des installations de base dans la partie est de Mogadiscio; et de continuer d'assurer la fourniture de carburant, de rations, de réservoirs d'eau, de matériel de défense, de sanitaires, de services de communication et d'information et de services médicaux et l'organisation de mouvements stratégiques.

9. Plusieurs événements importants ont eu une incidence sur l'exécution du mandat du Bureau pendant la période considérée. Premièrement, les Chabab s'étant retirés de Mogadiscio en août 2011, les forces du Gouvernement fédéral de transition et l'AMISOM ont pu prendre le contrôle de la majeure partie de la capitale. Dès lors, les affrontements avec les Chabab sont devenus plus asymétriques. La libération de la capitale et l'accès à des zones auparavant interdites ont conduit le Bureau d'appui à revoir ses prévisions, notamment en ce qui concerne les travaux de construction (réduction des dépenses liées aux camps à Mogadiscio) et la fourniture de carburant (réduction des dépenses liées aux nombreux points de distribution). Deuxièmement, le Conseil de sécurité a adopté, le 30 septembre, la résolution 2010 (2011) qui étend le dispositif d'appui logistique à la fourniture d'un soutien limité concernant le matériel de restauration et la formation, le matériel de communication, le matériel sanitaire et de nettoyage, le mobilier et la papeterie. Troisièmement, lorsqu'il a adopté la résolution 2036 (2012), le 22 février 2012, le Conseil de sécurité a profondément changé le dispositif de l'AMISOM en élargissant sa zone d'opérations à quatre secteurs couvrant le centre-sud de la Somalie et en prévoyant le remboursement du matériel appartenant aux contingents, notamment des éléments habilitants et des multiplicateurs de force ainsi que le déploiement d'une flotte aérienne composée de 12 hélicoptères au maximum. L'effectif autorisé du personnel en tenue est passé de 12 270 à 17 731 hommes (dont ceux de deux unités de police constituées).

10. Le Bureau d'appui a adapté ses priorités et activités à la lumière de ces changements majeurs et continué à exécuter son mandat consistant à fournir à l'AMISOM un soutien logistique, notamment en renforçant ses capacités logistiques et en lui permettant de fonctionner plus efficacement à Mogadiscio et dans le centre-sud de la Somalie. Cet appui a grandement contribué aux succès récents de l'AMISOM et l'a rapprochée davantage des normes de l'ONU.

11. Le programme de construction du Bureau d'appui concernait essentiellement la construction au stade de Mogadiscio d'un camp permanent d'une capacité de 1 000 personnes et la fourniture d'eau, d'électricité et de matériel pour la défense des périmètres à des emplacements tactiques dans Mogadiscio. Le projet prévu au stade a connu quelques retards car le terrain devait être débarrassé des engins non explosés, mais il devrait être achevé à la fin de 2012. Les autres camps de l'AMISOM à Mogadiscio ont été achevés à 95 %, quelques travaux restant à faire à Al-Jazeera II et III. La phase I du quartier général permanent de l'AMISOM a été achevée et la phase II devrait l'être d'ici à février 2013. Grâce à des locaux supplémentaires, le Bureau d'appui a pu déployer davantage de personnel à Mogadiscio pour apporter un appui aux opérations plus complexes découlant de l'extension du mandat de l'AMISOM à d'autres secteurs gérés par le quartier général de la Mission à Mogadiscio. Des installations provisoires destinées aux hélicoptères étaient en cours de construction à l'aéroport international de Mogadiscio afin que les hélicoptères de l'AMISOM puissent tourner en attendant la construction d'installations permanentes.

12. Pendant la période considérée, le Bureau d'appui a continué de livrer des rations à Mogadiscio en passant par Mombasa. Un nouveau contrat est prévu pour une livraison directe d'ici à la fin de décembre 2012. Le Bureau d'appui a travaillé en étroite collaboration avec l'AMISOM pour arrêter l'utilisation du charbon de bois pour la cuisson des aliments en obtenant des remorques cuisines militaires fonctionnant au gazole. La consommation de charbon de bois s'en est donc trouvée réduite de 40 %. L'objectif était de ne plus utiliser le charbon de bois pour la cuisson des aliments dès qu'un nombre suffisant de remorques cuisines au gazole auraient été obtenues et distribuées d'ici à la fin de décembre 2012.

13. La fourniture du carburant s'est poursuivie grâce à un contrat clefs en main, qui prévoyait une réserve de 1 million de litres et cinq points de distribution opérationnels pour répondre aux besoins de l'AMISOM, à l'intérieur et à l'extérieur de Mogadiscio. Un soutien plus important étant requis à l'extérieur de Mogadiscio, compte tenu de l'évolution des opérations, le Bureau d'appui n'a pas lancé la construction de quatre des sites prévus.

14. Comme lors des exercices précédents, le Bureau d'appui a continué de livrer du matériel et des fournitures médicales aux installations médicales de niveaux I et II de l'AMISOM, et de fournir des services d'évacuation des malades et des blessés aux installations médicales de niveaux III et IV de la région. Pendant l'exercice considéré, 363 patients ont fait l'objet d'une évacuation sanitaire. Le concept d'opérations élargi de l'AMISOM prévoit des installations médicales de niveau II à Kismayo et Baidoa, et une installation de niveau I+ à Belet Weyne. Pendant l'exercice considéré, le Bureau d'appui, passant par Mombasa, a fourni du matériel, des médicaments et des consommables à Baidoa et devrait assurer le reste de ce soutien pendant l'exercice 2012/13. Par ailleurs, les services d'évacuation sanitaire ont été étendus aux grands aéroports des secteurs afin de permettre les évacuations directes vers les installations de niveau III de la région.

15. Durant l'exercice considéré, le Bureau d'appui a assuré la relève, le déploiement et le rapatriement de 15 827 militaires et envoyé à Mogadiscio 26 navires chargés de rations et de matériel d'une valeur de 105,6 millions de dollars. Comme suite à l'adoption par le Conseil de sécurité du concept d'opérations révisé de l'AMISOM dans la résolution 2036 (2012), le Bureau d'appui a organisé trois convois terrestres pour acheminer du matériel essentiel à Baidoa, en passant par le Kenya et l'Éthiopie, afin de pouvoir déployer des contingents dans le secteur 3. Il a géré la réalisation de 2 272 heures de vol, pour le transport de passagers, de patients et de marchandises en Somalie, au Kenya et ailleurs en Afrique.

16. En juin 2012, comme suite à l'adoption de la résolution 2036 (2012) par le Conseil de sécurité, le Bureau d'appui a livré 140 véhicules, 113 attelages de remorque et 6 conteneurs-ateliers à Mogadiscio en juin 2012 pour que l'AMISOM puisse mettre en place une unité de transports et de génie. Fourni par l'AMISOM, le personnel chargé d'utiliser ce matériel sera formé par le Bureau d'appui, selon que de besoin. Des contrats à long terme ont été conclus pour que le Bureau d'appui fournisse rapidement les pièces de rechange qui conviennent pour les types de véhicules utilisés par l'AMISOM. Pour l'entretien, l'entreprise extérieure recrutée par le Bureau d'appui a continué de fournir des mécaniciens, des instructeurs et un atelier, ce qui a permis d'effectuer 4 014 inspections, d'entretenir 1 621 véhicules et de faire 1 997 réparations sur divers types de matériel, en plus des travaux d'entretien et de réparation effectués par les unités d'entretien de l'AMISOM.

17. Le Bureau d'appui a continué d'étendre et de renforcer les systèmes de satellite et systèmes Tetra tactiques à Mogadiscio pour plus de capacité et de redondance. Le dispositif stratégique de technologies de l'information et des communications pour Baidoa, qui a fourni l'ensemble des services, a été déployé et mis en service. Le Bureau d'appui a fourni deux kits de communication portables (systèmes par satellite) aux secteurs 2 et 4 pour qu'ils soient reliés au quartier général de l'AMISOM.

18. Le Bureau d'appui a continué d'avoir recours à des tierces parties pour la fourniture à l'AMISOM de l'ensemble de l'appui stratégique en matière d'information et de communication. Un nouveau contrat a pris effet en mai 2012 pour répondre aux besoins découlant du mandat élargi de la Mission. Radio Bar Kulan a entrepris sa transformation en service public de radiodiffusion tout en étendant sa capacité de diffusion de Mogadiscio à Baidoa, Boosaaso et Gaalkacyo.

19. Les capacités de l'AMISOM ont continué à être renforcées comme il était prescrit dans des domaines tels que les technologies de l'information et des communications, les opérations aériennes, le contrôle des mouvements, la formation des officiers d'état-major, les opérations logistiques, la gestion du matériel, les services d'approvisionnement, la restauration, les transports et les services médicaux en faisant en sorte d'utiliser à bon escient les ressources fournies par l'Organisation et les donateurs. Le Bureau d'appui a assuré la formation de 1 971 membres du personnel de l'AMISOM, en mettant l'accent sur la formation sur le terrain et la formation préalable au déploiement dans les pays fournisseurs de contingents tout en tirant parti des programmes et installations de formation offerts par le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

20. Comme suite à l'adoption de la résolution 2036 (2012) par le Conseil de sécurité, le Bureau d'appui a procédé à des vérifications trimestrielles du matériel appartenant aux contingents.

21. Le taux effectif de vacance de postes du personnel civil a été de 14,6 % du nombre de postes autorisé pour l'exercice considéré, ce qui représente une diminution par rapport au taux de 17,2 % observé pour l'exercice 2010/11, malgré l'augmentation des postes autorisés. Le taux effectif moyen de vacance de postes a été plus faible que celui prévu dans le budget pour le personnel recruté sur le plan international (14,3 % contre 20 %) et pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national (15 % contre 22 %), mais plus élevé pour les administrateurs recrutés sur le plan national (11,1 % contre 6,3 %).

22. Le taux d'exécution global du budget pour l'exercice a été de 98,9 %, des écarts étant constatés à tous les niveaux entre le budget approuvé et l'utilisation des ressources. Les Chabab ayant abandonné Mogadiscio, le concept d'opérations de l'AMISOM ayant été, de ce fait, modifié en application de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité, le Bureau d'appui a décidé de réorienter en partie son programme de construction et de ne pas installer de dépôts de carburant dans la capitale, libérant ainsi des ressources considérables qui ont pu être utilisées pour des dépenses imprévues liées à l'expansion géographique de la Mission et au remboursement du matériel appartenant aux contingents.

C. Activités d'appui de la Mission

23. Le Bureau d'appui a participé pleinement à l'élaboration du nouveau concept d'opérations de l'AMISOM visant à appuyer son expansion dans le centre-sud de la Somalie, qui a conduit l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2036 (2012) en février 2012. Grâce à la planification conjointe, le Bureau d'appui a pu adapter ses activités pour l'exercice 2011/12 et réorienter ses ressources pour acheter le matériel essentiel nécessaire à l'AMISOM afin de mettre en place des unités des transports et du génie.

24. Le Bureau d'appui a poursuivi avec l'AMISOM et des entreprises extérieures divers partenariats où chaque partie apportait les ressources nécessaires pour l'exécution de certaines tâches. Grâce à ces partenariats, le Bureau a pu opérer plus efficacement dans des conditions de sécurité précaires, il a été possible de réduire les besoins en ressources humaines et d'autres coûts; et l'AMISOM a pu contrôler ses opérations aériennes et renforcer ses capacités.

D. Coopération entre les missions de la région

25. Le Bureau d'appui a continué d'appuyer le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) dans les domaines de l'administration, des services techniques et de la gestion du budget. Il a également continué de renforcer son niveau de coopération avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, avec lequel il a tenu des visioconférences tous les 15 jours, conjointement avec l'Union africaine, pour coordonner l'appui stratégique à l'AMISOM.

26. Par sa résolution 64/269, l'Assemblée générale a approuvé l'établissement, à la plateforme logistique d'Entebbe (Ouganda), d'un centre régional de services ayant pour rôle de fusionner dans un centre régional autonome les fonctions d'administration et de soutien de missions géographiquement proches. Pendant l'exercice 2011/12, quatre projets initiaux (contrôle des arrivées et des départs, traitement des indemnités pour frais d'études, fonctionnement d'un centre régional de formation et de conférence et fonctionnement du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements) ont été transférés au Centre de services régional. Le Bureau d'appui a travaillé étroitement avec le Centre, notamment pour le traitement et l'approbation des indemnités pour frais d'études et l'utilisation du Centre pour la formation de son personnel et celui de l'AMISOM. Il a également poursuivi sa collaboration avec le Bureau régional chargé des achats pour le lancement des appels d'offres.

E. Partenariats et coordination avec l'équipe de pays

27. Pour renforcer les partenariats et la planification conjointe des activités d'appui, le Bureau d'appui a augmenté la fréquence de ses réunions avec l'Union africaine et l'AMISOM. Des visioconférences ont eu lieu tous les 15 jours avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et l'AMISOM (Nairobi et Mogadiscio), en complément des réunions hebdomadaires de l'équipe spéciale de l'AMISOM et du Bureau d'appui. L'orientation stratégique de ces réunions a été donnée par le Directeur du Bureau d'appui et le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie qui, outre de fréquentes

consultations officielles, ont organisé des réunions mensuelles des hauts responsables de la Mission pour examiner d'importantes questions concernant l'appui aux opérations.

28. L'AMISOM et le Bureau ont organisé un séminaire conjoint afin d'élaborer des recommandations pour la bonne application de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité. Un atelier sur les enseignements tirés de l'expérience a également été organisé pour l'AMISOM, le Bureau d'appui et les pays fournisseurs de contingents pour faire le bilan des trois dernières années, plus particulièrement en ce qui concerne la fourniture d'un soutien logistique à l'AMISOM. Par la suite, l'AMISOM et le Bureau d'appui ont créé l'équipe de coordination et de planification des hauts responsables des Missions, dirigée par le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et le Directeur du Bureau d'appui. Cette équipe s'est réunie une fois par mois pour prendre des décisions et élaborer des directives stratégiques. Le Directeur du Bureau d'appui s'est également régulièrement réuni avec des responsables des pays fournisseurs de contingents et la Commission de l'Union africaine, et a participé à des réunions entre l'Union africaine, les chefs des forces de défense des pays fournisseurs de contingents et le Comité de coordination des opérations militaires, ainsi qu'à des réunions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

29. Le Bureau d'appui a poursuivi ses réunions d'information périodiques avec les partenaires bilatéraux de l'AMISOM pour veiller à la bonne coordination du dispositif d'appui logistique. Axées sur les mécanismes de financement destinés à combler les lacunes du dispositif, ces réunions ont été organisées à Nairobi et en marge des conférences et sommets internationaux qui ont eu lieu à Addis-Abeba, Londres et Istanbul (Turquie).

30. Comme la plupart des pays fournisseurs déployaient des contingents au matériel limité et ne disposant pas d'un soutien autonome, le Bureau d'appui a continué de collaborer étroitement avec les partenaires bilatéraux et les donateurs pour veiller à l'harmonisation des procédures et des échéances concernant l'appui et les achats avant les déploiements. Ces initiatives ont évolué et pris de l'ampleur ces trois dernières années, améliorant ainsi la coordination et l'échange d'informations.

31. Le Bureau d'appui a continué de participer aux réunions de l'équipe de pays des Nations Unies pour la Somalie et pris part aux débats sur l'extension des activités de stabilisation et de communication à l'extérieur de Mogadiscio, dans les zones libérées de la partie centre-sud de la Somalie, et sur la protection du personnel et du matériel de l'ONU en Somalie.

F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : fourniture d'un soutien logistique

32. L'appui apporté par le Bureau d'appui visait à fournir des services logistiques, administratifs et techniques efficaces et efficients aux militaires de l'AMISOM, aux policiers de l'Union africaine et au personnel du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie. Dans l'exécution de son mandat, le Bureau d'appui a assuré diverses fonctions d'appui, notamment des services administratifs; l'entretien et la construction de locaux à usage de bureaux et de logements; des soins de santé; la mise en place et l'entretien d'une infrastructure informatique et télématique; des

opérations de transport aérien, maritime et terrestre; des opérations d'approvisionnement et de réapprovisionnement; et des services de sécurité.

Réalisation escomptée 1.1 : Renforcement de l'efficacité du dispositif de soutien logistique à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Achèvement de la construction d'un camp pour le personnel militaire et les policiers de l'AMISOM (2011/12 : 80 %)

Des camps pouvant abriter quelque 4 500 hommes ont été construits alors qu'il était prévu d'en construire pour abriter jusqu'à 6 800 hommes. Les principaux retards enregistrés sur les sites du Stade et de Jazeera II s'expliquent par les conditions de sécurité sur le terrain et par le fait que les entreprises n'avaient pas libre accès aux camps. Après le retrait des Chabab, la construction des camps a été interrompue ou retardée à certains endroits (notamment au Stade) en raison de la présence de munitions non explosées et d'engins explosifs improvisés.

1.1.2 Réduction de l'écart entre les vérifications physiques et les registres de biens durables (2011/12 : 98 %)

Les unités à comptabilité autonome ont procédé à la vérification de 91,1 % du matériel et élucidé les écarts.

1.1.3 Réduction du délai entre l'approbation des demandes d'achat et la conclusion des contrats (2011/12 : 90 jours dans 90 % des cas)

Objectif atteint. 95,3 % de tous les bons de commande engagés ou exécutés ont connu des délais de traitement de moins de 90 jours.

1.1.4 Réduction de la valeur d'inventaire des articles conservés en stock pendant plus de 12 mois (2011/12 : 10 %)

La proportion d'articles conservés en stock est passée de 31 % à 45 %, en raison du retard dans l'exécution des projets à Mogadiscio; de la réception d'articles provenant de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad; de l'augmentation du personnel militaire; et du déploiement de Mogadiscio vers d'autres secteurs, pour lequel il a fallu commander davantage de stocks.

1.1.5 Augmentation de la disponibilité opérationnelle des biens détenus par l'AMISOM et l'UNSOA grâce à l'engagement d'une entreprise d'entretien extérieure (2011/12 : 10 %)

Objectif atteint. L'entreprise extérieure a réparé et entretenu 1 313 articles de matériel essentiel de l'AMISOM (véhicules, véhicule blindés de transport de troupes, bateaux et groupes électrogènes), ce qui a joué un rôle important dans le renforcement de la disponibilité opérationnelle. Le volume de bons d'intervention exécutés a augmenté de 156 %, passant de 8 600 heures en 2010/11 à 22 000 heures en 2011/12.

1.1.6 Réduction du coût des services de transport aérien grâce à l'amélioration de la sûreté et de la sécurité et de la gestion de l'utilisation des aéronefs (2011/12 : 10 %)

Objectif atteint. Un vol hebdomadaire régulier a été mis en place entre Nairobi et Mogadiscio, ce qui a permis de simplifier la gestion, d'améliorer la planification des transports aériens de l'UNSOA et de l'AMISOM et, ce faisant, d'optimiser l'utilisation de la flotte et de réduire les coûts de déploiement et redéploiement. L'UNSOA a pu ainsi réduire de 17 % le coût moyen par vol pour l'exercice, qui a été ramené de 24 500 dollars à 20 221 dollars.

1.1.7 Réduction du coût des hospitalisations dans les établissements de niveau III de la région grâce à l'utilisation de l'hôpital de niveau II à Mogadiscio (2011/12 : 10 %)

Le coût global des hospitalisations a augmenté en raison du nombre plus élevé de patients et des soins prolongés prodigués dans certains cas graves, bien que le coût par personne ait diminué. Pendant la période considérée, 477 patients ont été traités et renvoyés chez eux, pour un coût moyen de 14 092 dollars par personne, alors que le budget prévoyait 204 patients pour un coût moyen de 23 400 dollars par personne.

L'installation médicale de niveau II appartenant à l'ONU n'a pas commencé à fonctionner pendant l'exercice considéré, car la procédure d'appel d'offres lancée pour sélectionner l'entreprise privée qui en assurera la gestion n'a pas été achevée.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Amélioration des services

Application d'un système de ratios relatifs aux stocks et d'une stratégie de distribution des marchandises selon la méthode du premier entré, premier sorti pour réduire au minimum le niveau des stocks, élaborer des plans d'achat reposant sur les taux de consommation et les stocks effectifs, et améliorer la gestion des actifs excédentaires

Non L'UNSOA a vérifié les niveaux de stocks pendant l'exercice considéré. Tenant compte de la rapidité des opérations et du changement du mandat de l'AMISOM, l'UNSOA s'est avant tout attachée à appuyer les opérations en cours, au lieu d'élaborer une stratégie de distribution optimisée des marchandises. Les taux de consommation ont augmenté à la suite de l'adoption de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité; en conséquence, les plans d'achat ne pourront être adaptés qu'en 2012/13.

Application, dans tous les sites de la mission, de la politique et des directives relatives à l'environnement, établies à l'intention des missions par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions

Oui L'exécution du contrat pour la mise en place d'installations de gestion des déchets a commencé et les travaux étaient en cours à la fin de l'exercice.

L'installation d'un incinérateur à l'hôpital de niveau II a été achevée.

L'exécution du contrat pour la construction de points de collecte de déchets sur les sites de l'UNSOA et de l'AMISOM a commencé.

Le contrat pour la collecte des déchets et des déchets dangereux et médicaux était en cours de finalisation et devait être mis en œuvre plus tard en 2012.

L'installation des stations de traitement des eaux usées (matériel appartenant à l'ONU) a commencé.

Regroupement des fonctions de contrôle et de gestion des stocks au moyen de la mise en place d'une cellule intégrée de gestion des entrepôts à la base d'appui de Mombasa

Mise en place d'un système électronique de gestion des déplacements du personnel, qui permettra de traiter les déplacements, de réserver les billets d'avion et de contrôler les demandes de paiement du personnel beaucoup plus rapidement et plus efficacement

Mise en place d'un système électronique de gestion des transports de fret, qui permettra de traiter les demandes de transport de fret et de réserver les moyens de transport et de mieux contrôler plus rapidement et plus efficacement les transports de fret

Amélioration des services de réparation et d'entretien du matériel de l'AMISOM, grâce au recours à une entreprise pour assurer la gestion, la formation, fournir les installations et des services de réparation assurés par des spécialistes, l'objectif étant de renforcer la disponibilité opérationnelle de l'AMISOM et sa capacité d'assurer elle-même l'entretien préventif et la réparation de son matériel

Poursuite de la mise en œuvre des programmes et procédures de sécurité aérienne de l'ONU, afin de réduire les frais d'assurance-responsabilité et d'optimiser l'utilisation des moyens aériens

Oui Un groupe de gestion du matériel a été établi. Des réunions ont eu lieu deux fois par semaine avec les unités à comptabilité autonome pour examiner les questions ayant trait aux stocks : réalisation des objectifs de ratios, vieillissement, durée de vie utile, excédents, contrôle de la réalisation d'inventaires périodiques des biens durables et non durables, l'état des conteneurs maritimes et l'état d'avancement de la codification. De nouveaux instruments ont été conçus pour aider les unités à comptabilité autonome.

Oui Le système électronique de gestion des mouvements de personnel a été mis en place avec succès, sauf à Mogadiscio. Au total, il a traité les demandes de 6 988 voyageurs pendant la période considérée. La formation du personnel de Mogadiscio chargé du contrôle des mouvements a eu lieu en juin 2012.

Oui Le système électronique de gestion des demandes de transport a été mis en place. Ayant suivi une formation en juin 2012, le personnel chargé du contrôle des mouvements à Mogadiscio devra le mettre intégralement en service à Mogadiscio dès que le personnel de l'AMISOM y aura accès.

Oui L'entreprise extérieure a réparé et entretenu 1 313 articles de matériel essentiel de l'AMISOM (véhicules, véhicule blindés de transport de troupes, bateaux et groupes électrogènes). Le volume de bons d'intervention exécutés a augmenté de 156 %, passant de 8 600 heures en 2010/11 à 22 000 heures en 2011/12. En outre, pendant l'exercice considéré, l'entreprise d'entretien a effectué 2 300 heures de formation théorique et pratique ou d'encadrement. L'atelier de réparation a été opérationnel pendant 366 jours, avec des secteurs de services complètement fonctionnels.

Oui Mis en place depuis octobre 2011, le programme de sécurité aérienne a été régulièrement mis à jour pour tenir compte des exigences de la sécurité aérienne concernant les appareils affrétés et les déplacements des fonctionnaires, du personnel de l'AMISOM et des vacataires.

		L'UNSOA et l'Organisation de l'aviation civile internationale ont réalisé une mission d'évaluation conjointe de l'aéroport international de Mogadiscio et recommandé la réouverture de l'aéroport. Un vol hebdomadaire régulier a été mis en place entre Nairobi et Mogadiscio, ce qui a permis de simplifier la gestion et d'améliorer la planification des transports aériens de l'UNSOA et de l'AMISOM et, ce faisant, d'optimiser l'utilisation de la flotte et de réduire les coûts de déploiement et redéploiement.
Amélioration des services médicaux offerts à l'AMISOM et l'UNSOA sur le théâtre d'opérations, grâce à la mise en service de l'hôpital de niveau II de Mogadiscio, ce qui permettra de réduire le nombre d'évacuations de malades et de blessés et le nombre de patients traités aux centres de consultation régionaux de niveau III	Non	Les travaux de construction de l'hôpital de niveau II ont été achevés, y compris pour l'alimentation en électricité et en eau. À la fin de l'exercice, une procédure d'appel d'offres était en cours pour sélectionner le prestataire de services qui assurera le fonctionnement de l'hôpital.
Amélioration de la gestion des carburants au moyen d'un contrat clefs en main, de sous-traitance de la gestion de la chaîne d'approvisionnement visant à réduire les risques de fraude et les risques financiers et opérationnels, à accentuer les mesures d'incitation et de dissuasion destinées à améliorer les résultats et éventuellement à réduire le coût de la fourniture des services	Oui	La gestion des carburants a été améliorée comme indiqué ci-après grâce à l'exécution d'un contrat clef en main : a) La contamination du gazole a été réduite à zéro; b) Les militaires qui travaillaient aux points de distribution ont pu être affectés à des activités militaires essentielles; c) Aucun cas de vol de carburant n'a été signalé; d) Grâce à la mise en place de cinq points de distribution, le temps requis pour réapprovisionner en carburant le matériel de l'AMISOM ou de l'ONU a été réduit; e) En mettant en place une réserve stratégique de 1 million de litres, l'UNSOA a assuré à l'AMISOM 40 jours d'approvisionnement continu.
Militaires et personnel de police		
Services de déploiement, de relève et de rapatriement nécessaire à l'AMISOM pour un effectif total de 12 000 militaires	15 827	Nombre de militaires de l'AMISOM déployés, relevés ou rapatriés. L'effectif moyen des contingents pendant l'exercice considéré était de 11 047 hommes.

Services de déploiement, de relève et de rapatriement nécessaire à l'AMISOM pour un effectif total de 270 policiers

63 Nombre de policiers de l'AMISOM déployés, relevés ou rapatriés. Ce chiffre plus bas que prévu s'explique par les retards intervenus dans le déploiement du personnel de police. L'effectif moyen de la police de l'Union africaine pendant l'exercice considéré était de 45 hommes.

Vérification, contrôle et inspection trimestriels du matériel appartenant aux contingents correspondant à un effectif de 12 000 militaires, conformément à la politique de l'ONU

Oui 100 % du matériel appartenant aux contingents a été inspecté chaque trimestre.

Entreposage et distribution de rations fraîches pour l'effectif total de 12 000 militaires de l'AMISOM

10 641 Militaires de l'AMISOM déployés en Somalie ayant bénéficié de la distribution de 9 300 tonnes de denrées alimentaires (déshydratées, en boîte, fraîches, réfrigérées et congelées). Ce chiffre plus bas que prévu s'explique par les retards intervenus dans le déploiement des contingents.

Entreposage et distribution de 14 jours de rations de combat et d'eau en bouteille pour l'effectif total de 12 000 militaires et de 270 policiers de l'AMISOM

10 641 Hommes de l'AMISOM déployés en Somalie ayant reçu 14 jours de rations de combat et d'eau en bouteille. Ce chiffre plus bas que prévu s'explique par les retards intervenus dans le déploiement des contingents.

Personnel civil

Administration de 305 civils, dont 179 recrutés sur le plan international et 126 recrutés sur le plan national

252 Nombre moyen d'agents de l'UNSOA [144 agents recrutés sur le plan international, 107 agents recrutés sur le plan national et 1 membre du personnel temporaire (autre que pour les réunions)] administrés pendant l'exercice considéré, pour un effectif maximal de 269 personnes à la fin de juin 2012

Dispositifs de coordination et d'application du principe de responsabilité

Suivi à 100 % du matériel appartenant aux Nations Unies

Oui Vérification de tout le matériel appartenant aux Nations Unies

Examen semestriel de l'évaluation des risques effectuée par l'UNSOA et mise à jour de l'inventaire des risques opérationnels en collaboration avec le bureau de l'auditeur résident

Non L'inventaire des risques a été revu et mis à jour pour la dernière fois en mars 2011. La volatilité de la situation en Somalie et l'élan consécutif au retrait des Chabab en août 2011, et la libération de Mogadiscio, ont changé la dynamique de l'appui logistique. Afin d'évaluer les risques de manière efficace et rationnelle, l'UNSOA a commencé par coopérer avec l'AMISOM et l'Union africaine à l'élaboration d'un nouveau concept général d'opérations, dont la version définitive a été établie au

Coordination de l'appui fourni à l'AMISOM par les Nations Unies, y compris les mécanismes financés au moyen de contributions statutaires et volontaires et les mécanismes bilatéraux, au moyen de réunions mensuelles avec les donateurs bilatéraux

Coordination du fonctionnement du dispositif d'appui logistique de l'ONU dans le cadre de réunions hebdomadaires avec l'AMISOM

Installations et infrastructure

Exploitation et entretien de : 15 installations à Mogadiscio, 1 base d'appui de proximité à Mombasa, et 1 station de radio, 1 aéroport et 1 poste de commandement à Nairobi

premier trimestre de 2012. Le bureau de l'auditeur résident a par ailleurs effectué des évaluations de risques annuelles, en coopération avec l'UNSOA.

Oui 7 réunions d'informations programmées et 2 réunions improvisées ont été tenues avec les partenaires bilatéraux pour discuter de l'appui apporté par les Nations Unies à l'AMISOM. D'autres réunions bilatérales ont été organisées avec 7 partenaires à Addis-Abeba, ainsi qu'en marge de la Conférence de Londres et de la deuxième Conférence d'Istanbul sur la Somalie.

Oui 20 réunions programmées de l'équipe spéciale AMISOM-UNSOA se sont tenues pendant l'exercice considéré. Un séminaire-retraite commun AMISOM-UNSOA, un atelier sur les enseignements tirés de l'expérience et des réunions entre les hauts responsables de la mission ont également eu lieu. Le Directeur de l'UNSOA a rencontré la direction de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et des représentants des pays fournisseurs de contingents, notamment à l'occasion de visites en Ouganda et en Sierra Leone, et participé à des réunions avec les chefs d'état-major des pays fournisseurs de contingents et le Comité de coordination des opérations militaires. En outre, 6 visioconférences ont été organisées avec la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et l'AMISOM (à Nairobi et Mogadiscio), et 6 réunions ont été organisées avec le pays hôte, le Kenya, en vue de faciliter la fourniture d'un appui logistique à l'AMISOM.

Oui L'UNSOA a assuré l'exploitation et l'entretien de : 15 installations à Mogadiscio, 1 base d'appui de proximité à Mombasa, et 1 station de radio, 1 aéroport et 1 poste de commandement à Nairobi.

Construction de structures d'hébergement permanent (bunkers individuels, toilettes et cuisines) à Mogadiscio	Non	La construction d'un camp destiné à accueillir jusqu'à 6 800 membres du personnel s'est poursuivie et a été achevée à 75 % (le camp pouvant désormais accueillir 4 500 personnes), les travaux restant à effectuer au stade et à Al-Jazeera II ayant été reportés en attendant la destruction des munitions non explosées.
Construction de camps d'hébergement en préfabriqué pour 4 770 militaires et policiers de l'AMISOM, à Mogadiscio	Non	75 % des travaux ont été menés à bien. Il a fallu sans cesse ériger de nouveaux bâtiments en préfabriqué aux fins de l'expansion des hôpitaux de niveau II, de l'entreposage des rations et de la mise en place d'un bureau d'appui pour les consultants et les prestataires de services, de l'expansion de l'hôpital de niveau II situé à l'aéroport international de Mogadiscio et de l'unité médicale de niveau I située à l'université, et de la mise en place de dispositifs de sécurité et de vérification à l'entrée et à la sortie des installations de conférence.
Mise en place de services d'assainissement (évacuation des eaux usées et ramassage et élimination des ordures) dans les 15 sites de Mogadiscio	Oui	20 camps et éléments d'infrastructure ont été construits, y compris des blocs sanitaires, conformément aux normes de l'ONU. Un contrat relais concernant le ramassage des ordures et des déchets a pris effet en mai 2012.
Gestion des déchets solides à Mogadiscio et, notamment, élimination des déchets plus hygiénique et plus respectueuse de l'environnement grâce à l'installation de stations de traitement des déchets sur deux sites	Oui	La construction des stations de traitement des déchets a démarré, ainsi que celle de décharges. Des incinérateurs, des déchiqueteuses et d'autres appareils d'élimination des déchets ont été fournis et installés. Les équipements et connaissances nécessaires à la fabrication d'incinérateurs portatifs ont été mis à la disposition de l'AMISOM
Exploitation et entretien de 12 stations de traitement des eaux appartenant à l'ONU et 12 appartenant aux contingents, de 15 puits exploités par l'AMISOM et de 40 stations d'épuration des eaux usées appartenant à l'ONU	Non	13 stations de traitement des eaux appartenant à l'ONU et 3 appartenant aux contingents ont été exploitées et entretenues. Toutes les autres stations appartenant aux contingents ont dû être remplacées par des stations appartenant à l'ONU car leur réparation n'était pas rentable. Seule 1 station d'épuration des eaux usées appartenant à l'ONU a été exploitée et entretenue, ce qui s'explique par la longueur de la procédure d'appel d'offres ainsi que par un changement partiel de stratégie, l'UNSOA ayant décidé de privilégier l'utilisation de fosses sceptiques plutôt que de recourir au système plus sophistiqué des stations d'épuration.

Exploitation et entretien de 424 groupes électrogènes appartenant aux Nations Unies et 72 appartenant aux contingents, répartis dans toute la zone de la Mission	19 puits ont été exploités et entretenus et 3 ont été remis en service. On a creusé plus de puits que prévu en raison des difficultés liées au transport d'eau vers les postes avancés.
Entreposage et distribution de 7,4 millions de litres de gazole ainsi que de carburant et de lubrifiants pour les groupes électrogènes de 10 sites, à Mogadiscio	Non 217 groupes électrogènes appartenant aux Nations Unies et 97 appartenant aux contingents ont été exploités et entretenus. Ce nombre plus faible que prévu s'explique par la construction de centrales et le remplacement d'un grand nombre de groupes électrogènes par de plus grands modèles. À la fin de l'exercice, 16 centrales avaient été construites et 6 autres étaient en construction. Quelque 21 000 mètres de câbles ont été fournis et installés pour le compte de l'AMISOM, qui ne disposait pas des compétences et ressources nécessaires.
Entretien de 3,8 kilomètres de voie de ravitaillement entre le port maritime et l'aéroport de Mogadiscio	2,6 millions Nombre de litres de gazole destinés aux groupes électrogènes de 5 sites à Mogadiscio ayant été entreposés et distribués. Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le fait que la construction des centrales n'a pas été achevée dans les délais et que le nombre de groupes électrogènes en exploitation était plus faible que prévu. Le gazole devait aussi être utilisé pour la cuisine mais la livraison des réchauds a été retardée.
Remise en état et entretien d'un aéroport et de son aérogare, d'une installation portuaire et des installations existantes, à Mogadiscio, destinées à accueillir 20 sites avancés distincts des 15 mentionnés plus haut	Non Les travaux de construction de la voie n'ont été achevés qu'à 60 % environ en raison des intempéries, de difficultés d'approvisionnement rencontrées par le maître d'œuvre, de problèmes de sécurité et de l'apparition d'établissements humains sur le tracé du fait de la famine en Somalie. Les 1 400 derniers mètres de route n'ont pas été entretenus comme initialement prévu car d'autres travaux de construction étaient en cours. Le contrat a été modifié et le maître d'œuvre devrait terminer le tronçon situé dans l'enceinte de l'aéroport international de Mogadiscio durant la première moitié de l'exercice 2012/13. Non La piste de l'aéroport de Mogadiscio a été réparée en quelque 300 endroits. Le plan visant à remettre en état 20 sites avancés a été abandonné après le retrait des Chabab de Mogadiscio en août 2011.

Mise en place d'un terminal à conteneurs à Mombasa

Non L'UNSOA a décidé de ne pas installer de terminal en raison de l'avancée vers Mogadiscio.

Exploitation et entretien, à l'aéroport de Mogadiscio, d'installations conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle (hôpital de niveau II, quartier général de la force, quartiers d'hébergement)

Non Des chantiers étaient en cours à la fin de l'exercice considéré. Des installations temporaires étaient opérationnelles, de même que l'hôpital de niveau II exploité par l'AMISOM.

Systèmes d'information géographique

Établissement de 54 cartes topographiques planimétriques et tridimensionnelles du Grand Mogadiscio (à échelle 1/2 500)

63 Nombre de cartes et de produits géospatiaux établis concernant le Grand Mogadiscio.

Fourniture à l'AMISOM de 60 cartes sur papier du Grand Mogadiscio

72 Nombre de produits concernant le Grand Mogadiscio fournis à l'AMISOM

Mise en place et maintenance d'une application de sécurité permettant de détecter et d'analyser les incidents et les menaces qui pourraient peser sur l'AMISOM et l'UNSOA

Oui Le système d'information à l'intention des personnes relais pour les questions de sécurité au sein de la Section de la sécurité de l'UNSOA était pleinement opérationnel.

Transports routiers

Exploitation et entretien de 295 véhicules appartenant aux Nations Unies, dont 70 véhicules légers de transport de passagers, 53 véhicules blindés, 12 véhicules blindés de transport de passagers, 18 engins de manutention, 5 dispositifs d'appui au sol, 6 dispositifs du génie, 62 véhicules à usage spécialisé, 1 ambulance, 61 accessoires pour véhicule et 7 autres véhicules, ainsi que 489 véhicules de l'AMISOM, dans 5 ateliers répartis entre 3 sites

Oui 326 véhicules appartenant aux Nations Unies (dont 74 véhicules légers de transport de passagers, 49 véhicules blindés, 21 engins de manutention, 10 dispositifs d'appui au sol, 23 dispositifs du génie, 51 véhicules à usage spécialisé, 92 accessoires pour véhicule et 6 articles d'atelier) et environ 500 véhicules de l'AMISOM ont été exploités et entretenus dans 5 ateliers répartis sur 3 sites.

Fourniture de 5,6 millions de litres de carburants et lubrifiants destinés aux transports terrestres, dans 12 sites

6,2 millions Nombre de litres de gazole destinés aux transports terrestres entreposés et distribués dans 5 sites à Mogadiscio. Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par l'intensification des mouvements de matériel de transport terrestre entraînée par l'élargissement de la zone d'opérations de l'AMISOM à la suite du retrait des Chabab de Mogadiscio.

Transport de marchandises destinées à l'AMISOM et l'UNSOA entre Nairobi, Mombasa, Entebbe et Bujumbura, assuré par l'intermédiaire de sous-traitants

Oui Par l'intermédiaire de sous-traitants, l'UNSOA a transporté 13 740 mètres cubes de fret par air, mer et terre.

Service de navette quotidien, 5 jours par semaine, pour une moyenne de 2 720 membres du personnel des Nations Unies par mois, entre leur logement et les locaux de l'UNSOA et entre ceux-ci et l'AMISOM, les organismes partenaires des Nations Unies et les donateurs

Transports aériens

Gestion des contrats d'affrètement conclus avec des entreprises pour le transport aérien de passagers et de fret de l'UNSOA, de l'UNPOS et de l'AMISOM, y compris les vols intérieurs et régionaux de transport de passagers et de marchandises et les vols spéciaux reliant Nairobi, Mombasa, Entebbe et Bujumbura à Mogadiscio, Hargeysa et Garoowe

Mise en place de systèmes et de procédures de sécurité aérienne destinés à assurer la sécurité et l'intégrité des opérations aériennes menées en Somalie par la Section des transports

Coordination, assistance et entretien des moyens de lutte contre l'incendie destinés à appuyer les opérations menées par l'AMISOM à l'aéroport international de Mogadiscio

Transports maritimes ou fluviaux

Entretien de 5 patrouilleurs destinés à assurer la sécurité des survols des côtes et de l'océan, à Mogadiscio

Transport de marchandises par mer entre Mombasa et Mogadiscio assuré par des tiers pour le compte de l'UNSOA et de l'AMISOM

Oui L'UNSOA a assuré un service de navette 5 jours par semaine, transportant en moyenne 5 644 membres du personnel de l'UNSOA et de l'UNPOS chaque mois.

Oui Pendant l'exercice considéré, l'UNSOA a administré les contrats d'affrètement conclus avec des entreprises et géré directement 230 vols : 108 pour ses propres opérations et celles de l'AMISOM; 19 pour l'UNPOS; et 103 à des fins d'évacuation sanitaire. Le Bureau d'appui a également géré des opérations de relève et de déploiement et certains déplacements effectués en vue du renforcement des capacités de l'AMISOM.

Oui Le programme de sécurité aérienne a été mis en place et actualisé régulièrement conformément aux normes de sécurité aérienne applicables aux appareils affrétés et aux déplacements du personnel, des membres de l'AMISOM et des sous-traitants.

Une mission menée conjointement par l'UNSOA et l'Organisation de l'aviation civile internationale a évalué l'aéroport de Mogadiscio et recommandé la réouverture de l'aéroport.

Oui Les pompiers d'aéroport ont reçu une formation de base et des cours de perfectionnement en vue d'appuyer les opérations menées par l'AMISOM à l'aéroport international de Mogadiscio.

Les autopompes ont été entretenues par le sous-traitant compétent et l'UNSOA a fourni les pièces de rechange nécessaires.

5 Patrouilleurs et 14 moteurs entretenus par un sous-traitant

Oui 2 459 conteneurs ont été transportés par mer jusqu'à Mogadiscio et 1 957 conteneurs vides sont repartis de Mogadiscio.

Fourniture de 420 000 litres de carburants et lubrifiants destinés aux activités de transport assurées par les 5 patrouilleurs

46 358 Nombre de litres de carburant entreposés et fournis aux fins des transports maritimes. Ce nombre est inférieur aux prévisions car un nombre moindre de patrouilles a été assuré durant l'exercice en raison des retards survenus dans la création du service maritime de l'AMISOM.

Communications

Services d'assistance et d'entretien pour un réseau satellite reliant l'AMISOM, à Mogadiscio, l'Union africaine, à Addis-Abeba, le Siège de l'ONU, à New York, l'UNSOA et le quartier général de l'AMISOM, à Nairobi, et la base d'appui de proximité de Mombasa et servant à la transmission de communications vocales, de télécopies et de données et à la tenue de visioconférences

Oui Des réseaux satellite fonctionnaient dans tous les sites, soit indépendamment, soit via la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie) ou la base d'appui de Mombasa

Ils ont permis l'accès à Internet et la fourniture de services de téléphonie, de télécopie chiffrée, de transmission de données et de visioconférence entre Mogadiscio et l'UNSOA et d'autres entités des Nations Unies, dont la Base de soutien logistique et le Siège de l'ONU.

Services d'assistance et d'entretien pour les connexions téléphoniques et la transmission des données entre 14 bataillons de l'AMISOM et les principales bases d'appui de la Mission, y compris, mais non exclusivement, l'aéroport, le port maritime, la Villa Somalia, l'université, l'académie et les sites K-4, à Mogadiscio

Oui Les communications ont été assurées entre 14 bataillons de l'AMISOM (y compris le quartier général de la force) et les principales bases d'appui de la Mission, dont l'aéroport, le port maritime, la Villa Somalia, l'université, l'académie et les sites K-4, à Mogadiscio, grâce à un réseau hertzien relié par satellite au siège de l'AMISOM.

La communication avec le poste de commandement du secteur 3, à Baidoa, a été assurée par une camionnette équipée d'un système mobile de télécommunication déployable et d'un microterminal VSAT reliés par satellite à Mombasa et au siège de l'AMISOM.

Services d'assistance et d'entretien pour 14 microterminaux VSAT, 10 liaisons hertziennes, 10 modules préfabriqués de traitement de données et 6 systèmes mobiles de télécommunication déployables

Non L'assistance et l'entretien ont été assurés pour : 6 microterminaux VSAT (les 8 autres devant être mis en place dans les secteurs 2 et 4 dès que ceux-ci seront opérationnels); 12 liaisons hertziennes (chiffre plus élevé que prévu compte tenu des besoins à l'aéroport international de Mogadiscio); 2 modules préfabriqués de traitement de données (sur les 8 autres, 2 étaient en transit, 3 devaient être installés dans les secteurs 2, 3 et 4 dès que ceux-ci seraient opérationnels et 3 étaient prévus pour Nairobi mais l'Office des Nations Unies à Nairobi n'a pas autorisé l'UNSOA à les

Services d'assistance et d'entretien pour 8 répéteurs et émetteurs à très haute fréquence, 346 radios mobiles sécurisées et 990 radios portatives

Gestion de l'appui en matière d'information

Coordination et entretien d'une unité d'appui en matière d'information et de radiodiffusion au service de l'AMISOM, à Nairobi, et d'une sur le site de l'AMISOM à l'aéroport de Mogadiscio

Appui aux campagnes d'information de l'AMISOM grâce à la gestion des prestations des entreprises chargées de mettre en œuvre la stratégie de communication de la Mission

Informatique

Services d'appui et d'entretien pour 120 serveurs, 513 ordinateurs de bureau, 167 ordinateurs portables et 148 imprimantes utilisés par le personnel de l'ONU et de l'AMISOM, et pour 5 réseaux locaux ou de longue portée répartis entre 3 sites

installer dans son enceinte); et 4 systèmes mobiles de télécommunications déployables

- 7 Nombre de répéteurs/émetteurs à très haute fréquence installés à Mogadiscio, le dernier devant être mis en place après l'installation d'une tour à Deynille et l'expansion du réseau

Une assistance a été fournie pour 4 812 radios mobiles, dont 79 radios de base, 314 radios mobile et 4 419 radios portatives, ce chiffre plus élevé que prévu étant dû à la mise en œuvre des résolutions 2010 (2011) et 2036 (2012) du Conseil de sécurité.

- 2 Nombre de locaux (1 à Nairobi et 1 à Mogadiscio) dans lesquels Radio Bar Kulan est installée et depuis lesquels elle diffuse en continu

Oui Le contrat a été modifié de manière à ce que seule la clause concernant la radiodiffusion reste applicable du 3 mai 2012 au 2 novembre 2012 (terme de sa troisième et dernière année de validité).

Le nouveau contrat d'appui aux services d'information et de communications stratégiques, qui ne concerne pas la radiodiffusion, est entré en vigueur le 3 mai 2012 pour une période de 12 mois.

- Non 50 serveurs ont été exploités. Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par une utilisation beaucoup plus assidue de serveurs virtuels.

L'UNSOA a exploité et entretenu 612 ordinateurs de bureau, 395 ordinateurs portables et 58 imprimantes, dans 6 sites. Cet écart par rapport aux prévisions est dû à l'expansion de l'AMISOM et au fait que davantage de membres du personnel ont eu besoin d'ordinateurs portables lors de leurs déplacements en Somalie.

7 réseaux locaux (1 à Mogadiscio, 1 à Baidoa, 1 à Mombasa et 4 à Nairobi) ont été exploités à l'appui du personnel de l'AMISOM et de l'ONU. Un réseau de longue portée de l'UNSOA, relié par satellite et par faisceau hertzien, a servi à appuyer les activités menées

Mise en place à Mogadiscio d'une infrastructure informatique destinée à permettre à l'UNSOA d'apporter un soutien à distance aux activités menées sur le théâtre d'opérations de l'AMISOM

Santé

Services d'appui et d'entretien pour 15 unités médicales de niveau I de l'AMISOM, 2 hôpitaux de niveau II/I de l'AMISOM et 1 hôpital de niveau II/I de l'ONU, à Mogadiscio

Administration d'un dispositif d'évacuation aérienne du personnel de l'ONU et de l'AMISOM, notamment vers des hôpitaux de niveaux III et IV situés à Nairobi, Pretoria et Johannesburg

Exploitation et entretien, en coordination avec les services médicaux de l'Office des Nations Unies à Nairobi, d'un service volontaire et confidentiel de consultation et de dépistage du VIH destiné à l'ensemble du personnel de l'UNSOA

Sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toute la zone de la Mission

dans l'ensemble du théâtre d'opérations de l'AMISOM.

Oui Une infrastructure utilisant la fibre optique et des technologies réseaux avancées a été mise en place à Mogadiscio à l'appui du personnel de l'AMISOM en poste au quartier général de la force et sur le théâtre d'opérations. La rationalisation de l'appui et des services informatiques s'est poursuivie avec l'intégration du personnel de ces services déployé sur le terrain.

Oui Du matériel médical jetable et du matériel médical indispensable a été fourni, entretenu et réparé pour 15 unités médicales de niveau I de l'AMISOM, 2 hôpitaux de niveau II/I de l'AMISOM et 1 hôpital de niveau II/I de l'ONU. L'unité médicale de niveau II n'était pas opérationnelle mais du matériel a été acheté à son intention et lui a été fourni en prévision de sa mise en service.

Oui Le dispositif d'évacuation aérienne du personnel de l'ONU et de l'AMISOM a été administré; 363 patients ont fait l'objet d'une évacuation sanitaire pendant l'exercice considéré.

Oui 116 membres du personnel de l'UNSOA ont reçu une formation sur le VIH et bénéficié des services de consultation et de dépistage volontaires mis à leur disposition en coopération avec le Service médical commun du Bureau des Nations Unies à Nairobi.

Oui Des services de sécurité ont été assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toute la zone de la Mission.

La coordination avec le personnel du Département de la sûreté et de la sécurité au Kenya et en Somalie et avec les autorités et les services de sécurité du pays hôte a été renforcée.

Évaluation des conditions de sécurité pour l'ensemble de la Mission, y compris des enquêtes portant sur 65 résidences

162 accidents ou incidents liés à la sécurité survenus dans la zone de la Mission ont fait l'objet d'une intervention et 68 enquêtes ont été menées concernant des cas de vol ou d'endommagement de matériel appartenant à l'ONU.

Des bases de données sur le personnel de l'UNSOA ont été créées et 18 personnes relais pour les questions de sécurité ont été désignées et formées à Nairobi. Des contrôles radio ont été effectués avec ces personnes, et 3 exercices ont été organisés à l'intention de leurs homologues de Mombasa.

Des agents de sécurité ont été postés sur tous les sites de l'UNSOA au Kenya, où ils assurent une présence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, excepté au siège où la sécurité est assurée par l'Office des Nations Unies à Nairobi. Des policiers armés ont été postés au centre audiovisuel de l'UNSOA à Spring Valley. Des chiens de garde ont été utilisés pour assurer la sécurité nocturne du site de Spring Valley et de la base d'appui de Mombasa.

Un système de contrôle des accès a été mis en place à Mombasa, avec des appareils radiographiques, des portiques de détection d'objets métalliques et des détecteurs manuels; deux barrières levantes et des clôtures en fil barbelé ont été installées; la base d'appui de Mombasa a été équipée de caméras de télévision fonctionnant en circuit fermé.

Oui Les modalités d'évaluation des risques pour la sécurité (sites, manifestations et personnel de l'UNSOA) ont été revues et des évaluations ont été effectuées tout au long de l'année conformément au modèle de gestion des risques pour la sécurité.

Des inspections et des évaluations des conditions de sécurité ont été réalisées pour 97 résidences à Nairobi et 25 à Mombasa.

Un plan de sécurité concernant la province côtière a été établi et a été approuvé par l'équipe de gestion de la sécurité de la zone; des évaluations des risques pour la sécurité ont été réalisées pour la base d'appui de Mombasa et la province côtière.

	4 enquêtes de sécurité ont été menées sur les sites de l'UNSOA et 2 évaluations ont été effectuées pour vérifier le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle dans les installations du Bureau d'appui; 5 évaluations ont été réalisées concernant différents hôtels et services de conférence à Nairobi dans lesquels ont eu lieu des réunions ou des conférences de l'UNSOA et de l'UNPOS, et 6 auto-évaluations du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle ont été effectuées par différents bureaux.
Tenue de 24 réunions d'information et de sensibilisation aux problèmes de sécurité et à la nécessité, pour l'ensemble du personnel de la mission, d'avoir un plan pour les situations d'urgence	Oui 14 bulletins sur la sécurité ont été diffusés à l'intention du personnel; 55 avis sur les conditions de sécurité ont été envoyés pour Mombasa et la région côtière et 57 réunions d'information sur ce thème ont été menées; des réunions d'orientation en matière de sécurité ont été organisées à l'intention de tous les visiteurs reçus à Mogadiscio; des avis sur les conditions de sécurité ont été publiés en tant que de besoin.
Formation à l'arrivée en matière de sécurité et exercices de base en matière de sécurité en cas d'incendie organisés à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel de la Mission	Oui 75 nouveaux membres du personnel de la Mission ont reçu une formation sur la sécurité à leur arrivée et 41 ont aussi participé à des exercices concernant la sécurité en cas d'incendie durant l'exercice considéré.
Fourniture de conseils en matière de sécurité et d'une aide à l'élaboration de plans de sécurité pour les partenaires opérationnels de l'UNSOA (prestataires venus d'autres pays) déployés à Mogadiscio (en phase de sécurité 5)	Oui Des conseils ont été fournis aux prestataires de services membres de l'équipe d'appui à l'information de Mogadiscio en vue de l'élaboration d'un plan de sécurité.
Formation	
Organisation de 14 stages de formation avant déploiement sur le matériel de l'AMISOM, à l'intention des pays fournisseurs de contingents, sur leur territoire et avant chaque relève, destinés à former en moyenne 640 militaires de l'AMISOM	886 Nombre de militaires de l'AMISOM qui ont reçu une formation dans leur pays avant d'être déployés, du fait de la plus grande place accordée à la formation préalable au déploiement dans les pays fournisseurs de contingents
Cours de formation avant déploiement et de remise à niveau destinés à 990 membres du personnel, à Mombasa et à Nairobi, dans les domaines suivants : opérations aériennes, contrôle des mouvements, gestion du matériel, approvisionnements, génie, transports, communications et informatique, soutien logistique des Nations Unies et rations; formation sur le	Oui 306 membres de l'AMISOM ont suivi une formation avant le déploiement et un stage de recyclage à Entebbe, à Mombasa et à Nairobi. Certaines activités de formation prévues dans ces villes s'étant finalement déroulées à Mogadiscio, davantage de membres de l'AMISOM ont suivi une formation sur le terrain (779 personnes) et les stages de formation avant déploiement

terrain sur le travail en cuisine et la restauration, et la construction de dispositifs de défense des périmètres à Mogadiscio, dispensée à 565 membres du personnel

Formation avancée à la neutralisation des explosifs et munitions, encadrement et appui fournis à six équipes de l'AMISOM (60 agents) devant diriger et réaliser des opérations de neutralisation de munitions et d'explosifs en vue de la mise en place de camps, de la vérification et du déminage des itinéraires de ravitaillement et de patrouille, et faire face aux menaces de plus en plus complexes que représentent les engins explosifs, et formation sur le déminage selon les normes internationales de la lutte antimines dispensée à 2 compagnies de génie (200 militaires)

organisés dans les pays fournisseurs de contingents ont été plus nombreux.

Oui Pendant la période considérée, 30 Ougandais et 30 Burundais ont été formés.

Une superficie de 490 mètres carrés de champs de bataille a été déminée; 13 960 pièces de munitions non explosées ont été détruites, ainsi que 2 mines antipersonnel et 2 mines antichar; 253 zones dangereuses ont été signalées et déminées au moyen de méthodes manuelles et mécaniques.

514 bâtiments, 63 767 bagages, 28 236 véhicules et 5 257 zones découvertes ont été fouillés.

4 cours de formation à l'enlèvement des munitions explosives de niveau II, à la neutralisation des engins explosifs improvisés et aux premiers secours ont été organisés pour 55 étudiants.

Les engins explosifs improvisés déployés contre l'AMISOM en 2011/12 ont fait 22 blessés et 10 morts, pour la plupart au début de l'exercice considéré. Des mesures supplémentaires ayant été prises pour faire face à cette situation, le nombre de victimes avait baissé au 30 juin 2012.

213 militaires de l'AMISOM ont suivi une formation aux techniques mécaniques et manuelles de déminage. L'AMISOM a demandé que l'appui à la formation soit revu et que la formation au déminage prévue pour 200 militaires soit remplacée par l'encadrement des opérations liées aux engins explosifs improvisés. En conséquence, le Service de la lutte antimines a doublé les activités d'encadrement pour les interventions concernant les engins explosifs improvisés et affecté ses derniers instructeurs disponibles à la formation de 101 militaires au déminage de base.

Réalisation escomptée 1.2 : Apporter un appui administratif efficace à l'UNPOS
Indicateurs de succès prévus
Indicateurs de succès effectifs

L'UNPOS reçoit l'appui administratif nécessaire pour mener à bien son mandat.

Objectif atteint. L'UNPOS a reçu un appui administratif complet de la part de l'UNSOA, au Kenya et en Somalie.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre*

Observations

Administration de 101 civils, dont 64 recrutés sur le plan international et 37 sur le plan national

89

Nombre moyen d'agents administrés (55 recrutés sur le plan international et 34 sur le plan national)

L'UNSOA a fourni à l'UNPOS toute une gamme de services de gestion des ressources humaines, allant du recrutement de candidats à l'administration des droits et prestations, en passant par l'engagement de consultants.

Établissement d'états financiers mensuels

Oui

Les états financiers mensuels de l'UNPOS, ainsi que l'état afférant à l'exercice biennal 2010-2011 clos le 31 décembre 2011, ont été établis et présentés dans les délais.

Au moins 3 828 opérations financières traitées dans le cadre de l'appui financier fourni à l'UNPOS

6 468

Nombre d'opérations traitées dans le cadre de l'appui financier fourni à l'UNPOS et de la coordination avec son groupe régional de coordination sur les questions financières

Appui aux achats destiné à permettre à l'UNPOS de se procurer des biens et services par la gestion d'au moins 22 marchés et l'établissement de plans d'achats trimestriels

Non

Des services d'appui aux achats ont été fournis; l'UNSOA a mis en place 10 marchés pour lui-même et l'UNPOS, et 2 marchés concernant exclusivement l'UNPOS (contrats de location pour Garoowe et Hargeysa).

Les dépenses de l'UNPOS ont été prises en compte dans les plans d'achats trimestriels gérés par l'UNSOA.

Élaboration du budget de l'UNPOS pour 2012 et suivi de l'exécution de celui de 2011

Oui

L'élaboration du budget de l'UNPOS pour 2012 a été achevée conformément aux directives et aux instructions stratégiques. En outre, une demande de crédits supplémentaires pour 2012 a été présentée et approuvée par l'Assemblée générale; l'exécution et le suivi du budget de l'UNPOS pour 2011 et 2012 ont été effectués au jour le jour.

Gestion et suivi des fonds d'affectation spéciale de l'UNPOS consacrés aux institutions transitoires somaliennes de sécurité et à la consolidation de la paix en Somalie, et coordination de l'appui fourni par les donateurs

Oui Les fonds d'affectation spéciale de l'UNPOS consacrés aux institutions transitoires somaliennes de sécurité (5 projets) et à la consolidation de la paix en Somalie (9 projets) ont été gérés conformément aux exigences des donateurs et aux Règlement financier et règles de gestion financières de l'ONU, des contributions de 0,6 million de dollars et 3 millions de dollars ayant été reçues respectivement.

Un rapport annuel a été établi pour chacun des fonds d'affectation spéciale.

Centre régional de services d'Entebbe (Ouganda)

33. Pendant la période considérée, le Centre régional de services a fourni des services logistiques et administratifs effectifs et efficaces, principalement à la MINUAD, à la MINUSS, à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et à la FISNUA, pour les quatre projets initiaux : contrôle des arrivées et des départs de personnel; traitement des indemnités pour frais d'études; exploitation d'un centre régional de formation et de conférences; et exploitation du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements. Le Centre de services régional a enregistré plus de demandes de services que prévu au titre de l'ensemble des quatre projets pilotes, tel qu'il est décrit dans le cadre de réalisations ci-dessous. L'UNSOA a travaillé étroitement avec le Centre régional, notamment pour le traitement et l'approbation des indemnités pour frais d'études, et pour l'utilisation du Centre pour la formation de son personnel et de celui de l'AMISOM.

Réalisation escomptée 1.3 : Fourniture d'un appui efficace et rationnel à la mission sur le plan de la logistique, de l'administration et de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.3.1 Réduction du temps nécessaire au contrôle des 2 jours. La procédure de contrôle des arrivées pour toutes arrivées et des départs (2010/11 : 12 jours; 2011/12 : 2 jours)

La procédure de contrôle des arrivées pour toutes arrivées et des départs (2010/11 : 12 jours; 2011/12 : 2 jours) : les catégories de fonctionnaires arrivant au Centre régional avant d'être déployés dans leur lieu d'affectation respectif dure deux jours ouvrables, à l'exclusion des stages de formation et des réunions d'information coordonnés par le Centre régional de formation et de conférences et les services de sécurité et médicaux des Nations Unies.

1.3.2 Réduction du délai de traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études (2010/11 : 5 mois; 2011/12 : 7 semaines)

Le délai moyen de traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études a été de 7 semaines : 4 à 6 semaines pendant la période creuse (janvier à juin) et 8 à 10 semaines pendant la période de pointe (juillet à décembre).

1.3.3 Augmentation du nombre de participants aux activités organisées par le Centre régional de formation et de conférences (2010/11 : 2 000 membres du personnel; 2011/12 : 3 000 membres du personnel)

4 385 participants. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique en partie par le fait que les cours d'orientation et de formation de la MINUSS ont eu lieu à Entebbe.

1.3.4 Hausse du nombre de vols régionaux coordonnés par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (2010/11 : 50; 2011/12 : 100)

292 vols. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que la MONUSCO a annulé le contrat concernant le B-737 qu'elle avait conclu avec le transporteur à la suite de l'accident survenu à Kinshasa. De ce fait, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements a augmenté la fréquence des vols régionaux entre Entebbe, El-Fasher et Nyala.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui/non ou nombre		
Contrôle de l'arrivée et du départ de 400 membres du personnel	2 127		Nombre d'agents civils et militaires (847 agents recrutés sur les plans international et national et Volontaires des Nations Unies, et 1 280 observateurs militaires et membres de la Police des Nations Unies) concernés. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que le contrôle de l'arrivée et du départ de l'ensemble du personnel de la MINUSS et de tous les Volontaires de la MONUSCO s'est effectué à Entebbe. Le contrôle de l'arrivée des militaires et du personnel de police a également été fait à Entebbe.
Traitement de 4 500 demandes d'indemnités pour frais d'études	5 575		Nombre de demandes d'indemnité pour frais d'études traitées. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par l'augmentation du nombre de fonctionnaires bénéficiant de cette prestation à la suite de l'harmonisation des conditions d'emploi.
Organisation de 80 stages de formation et conférences avec la participation de 3 000 membres du personnel des missions régionales	173		Nombre de stages de formation et de conférences organisés au niveau régional, dont 51 stages d'orientation, à l'intention de 4 385 participants. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par la tenue à Entebbe des cours de formation et d'orientation de la MINUSS.

Coordination de 100 vols régionaux par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements

292 Nombre de vols coordonnés par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements. Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que la MONUSCO a annulé le contrat concernant le B-737 qu'elle avait conclu avec le transporteur à la suite de l'accident survenu à Kinshasa. En conséquence, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements a augmenté la fréquence des vols régionaux entre Entebbe, El-Fasher et Nyala. En outre, un autre secteur a été ajouté au plan de vol régional de la MONUSCO.

III. Exécution du budget

A. Ressources nécessaires

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montants répartis (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	—	—	—	—
Contingents militaires	56 865,3	58 340,6	1 475,3	(2,6)
Police des Nations Unies	275,7	33,9	241,8	87,7
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	57 141,0	58 374,5	(1 233,5)	(2,2)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	23 312,0	28 278,2	(4 966,2)	(21,3)
Personnel recruté sur le plan national	5 937,4	4 026,4	1 911,0	32,2
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	136,9	42,9	94,0	68,7
Total partiel	29 386,3	32 347,5	(2 961,2)	(10,1)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	2 094,6	2 070,4	24,2	1,2
Voyages	1 100,6	1 981,5	(880,9)	(80,0)
Installations et infrastructures	88 711,7	69 057,0	19 654,7	22,2
Transports routiers	24 505,3	29 515,9	(5 010,6)	(20,4)
Transports aériens	2 352,0	2 183,9	168,1	7,1
Transports maritimes ou fluviaux	1 485,6	110,8	1 374,8	92,5
Communications	22 948,6	29 727,4	(6 778,8)	(29,5)
Informatique	7 248,3	8 319,7	(1 071,4)	(14,8)
Santé	16 401,7	14 164,1	2 237,6	13,6
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériels divers	37 717,0	39 904,7	(2 187,7)	(5,8)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	204 565,4	197 035,4	7 530,0	3,7
Total brut	291 092,7	287 757,4	3 335,3	1,1
Recettes provenant des contributions du personnel	3 390,8	3 294,2	96,6	2,8
Total net	287 701,9	284 463,2	3 238,7	1,1

Catégorie	Montants répartis (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Valeur des contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	291 092,7	287 757,4	3 335,3	1,1

B. Dépenses du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montants répartis (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	—	—	—	—
Personnel recruté sur le plan national	—	—	—	—
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Total partiel	—	—	—	—
Dépenses opérationnelles				
Consultants	—	—	—	—
Voyages	3,3	7,1	(3,8)	(115,2)
Installations et infrastructures	341,0	21,2	319,8	93,8
Transports routiers	5,8	6,0	(0,2)	(3,4)
Transports aériens	—	—	—	—
Communications	4,0	0,8	3,2	80,0
Informatique	2,7	2,9	(0,2)	(7,4)
Santé	0,4	0,4	—	—
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériels divers	0,6	3,3	(2,7)	(450,0)
Total partiel	357,8	41,7	316,1	88,3
Total brut	357,8	41,7	316,1	88,3
Recettes provenant des contributions du personnel	—	—	—	—
Total net	357,8	41,7	316,1	88,3
Valeur des contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	357,8	41,7	316,1	88,3

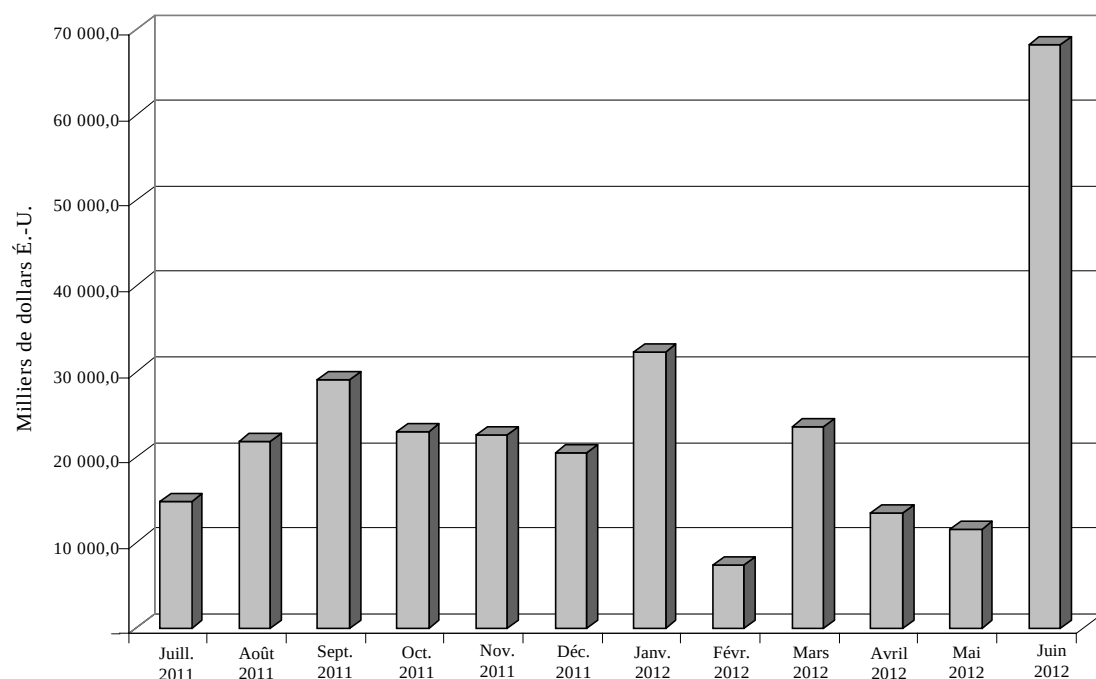
C. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Groupe	Réaffectations		
	Répartition initiale	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	57 141,0	1 233,7	58 374,7
II. Personnel civil	29 386,3	2 962,2	32 348,5
III. Dépenses opérationnelles	204 565,4	(4 195,9)	200 369,5
Total	291 092,7	–	291 092,7
Pourcentage de réaffectations			1,4

34. Les écarts s'expliquent essentiellement par les facteurs suivants : le mandat modifié de l'AMISOM, dont l'action s'étend désormais au centre et au sud de la Somalie, rendant moins nécessaire la construction de sites permanents à Mogadiscio et imposant l'achat de moyens d'appui supplémentaires (véhicules, matériel de communication et de génie) pour permettre l'expansion rapide de la Mission; le retrait des Chabab de Mogadiscio, qui a fait que l'UNSOA a davantage appuyé les opérations tactiques que la construction de camps et qu'il n'était plus nécessaire de mobiliser quatre points de distribution de carburant; l'élargissement du dispositif d'appui logistique à certains articles de soutien autonome; le déploiement de l'AMISOM dans trois secteurs supplémentaires, avec des effectifs plus importants, et la prise en compte dans le mandat de la Mission du remboursement du matériel appartenant aux contingents; et l'accélération du recrutement des fonctionnaires internationaux. En conséquence, les dépenses au titre des militaires et du personnel de police (catégorie I) ainsi que du personnel civil (catégorie II) ont été supérieures aux prévisions, tandis que les dépenses opérationnelles (catégorie III) ont été moindres.

D. Évolution des dépenses mensuelles



35. Le pic des dépenses observé en septembre 2011 s'explique par la comptabilisation des dépenses afférentes aux rations de ce mois-là. Les dépenses élevées de janvier 2012 s'expliquent par la même raison et par les engagements au titre du carburant et des lubrifiants destinés aux installations et infrastructures ainsi qu'aux transports terrestres. Les dépenses de juin 2012 s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment les services de lutte antimines à fournir en application de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité; les contrats portant sur des services de construction; les communications stratégiques pour appuyer l'AMISOM; l'achat de fournitures pour la défense des périmètres; l'achat de matériel de communications; et le fret et les dépenses connexes découlant de l'application de la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité donnant lieu à une hausse des effectifs.

E. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Écart</i>
Intérêts créditeurs	512,0
Recettes diverses ou accessoires	3 063,2
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	11 881,8
Total	15 457,0

F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	—
Contingents	5 878,1
Unités de police constituées	—
Total partiel	5 878,1
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	—
Communications	—
Santé	—
Matériel spécial	—
Total partiel	—
Total	5 878,1

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Contingents	(1 475,3) (2,6 %)

36. L'adoption par le Conseil de sécurité, le 22 février 2012, de la résolution 2036 (2012) a changé le dispositif de l'AMISOM comme suit : a) augmentation de l'effectif autorisé, qui est passé de 12 270 à 17 731 agents en tenue (dont ceux de deux unités de police constituées); b) extension de la zone d'opérations à quatre

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

secteurs couvrant le sud et le centre de la Somalie; c) prise en compte dans le dispositif d'appui logistique du remboursement du matériel appartenant au contingent (notamment des éléments habilitants et multiplicateurs de force standard de la composante terrestre); et d) constitution d'une flotte aérienne comprenant jusqu'à 12 hélicoptères. L'application de la résolution a entraîné un dépassement des crédits dans plusieurs domaines, notamment celui des contingents. Ce dépassement est essentiellement dû aux rations (9 334 700 dollars) et au remboursement du matériel appartenant aux contingents (5 878 100 dollars), notamment des éléments habilitants et multiplicateurs de force standard de la composante terrestre. Il a été compensé par des dépenses moindres au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement (11 750 900 dollars), le nombre effectif de relèves ayant été inférieur aux prévisions du fait de l'allongement du tour de service des militaires de l'AMISOM (14 mois en moyenne au lieu des 11 mois prévus dans le budget) nécessaire pour appuyer les opérations militaires dans le sud et le centre de la Somalie.

	<i>Écart</i>	
Police de l'Union africaine	241,8	87,7 %

37. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par la diminution du coût par personne en raison d'un changement d'opérations qui a fait que des vols réguliers ont été utilisés pour transporter les policiers entre Nairobi et Mogadiscio, au lieu de vols spéciaux.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(4 966,2)	(21,3 %)

38. Le dépassement de crédits concerne essentiellement les traitements (2 472 500 dollars) et les dépenses communes de personnel (2 320 800 dollars), du fait de l'accélération du recrutement. Le taux effectif de vacance de postes a été de 14,3 % pendant la période considérée, alors que le coefficient délais de recrutement prévu dans le budget pour le déploiement échelonné du personnel était de 20 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	1 911,0	32,2 %

39. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par les dépenses au titre des traitements (604 600 dollars) et des dépenses communes de personnel (1 141 900 dollars), les coûts salariaux effectifs des administrateurs et des agents des services généraux recrutés sur le plan national étant inférieurs aux prévisions. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie annulée par la hausse du nombre d'agents des services généraux recrutés sur le plan national pour la période considérée, le taux moyen de vacance de postes étant de 15 % alors que le taux prévu dans le budget était de 22 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	94,0	68,7 %

40. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par un déploiement effectif du personnel temporaire (autre que pour les réunions) moins important que prévu.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(880,9)	(80,0 %)

41. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par la hausse du nombre de voyages (1 046 voyages effectués contre 566 prévus dans le budget) entrepris pour appuyer les activités de l'UNSOA et de l'AMISOM, car davantage de visites dans les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police ont été nécessaires pour faciliter et contrôler le déploiement et la relève des bataillons de l'AMISOM, et la hausse des déplacements nécessaires pour tenir des consultations avec les acteurs politiques et les donateurs. Ces voyages additionnels ont permis d'aider l'AMISOM et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police à mettre en place la stratégie militaire et le concept d'opérations révisés, et à planifier et exécuter le déploiement des troupes supplémentaires dans les nouveaux sites, comme suite à l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2036 (2012), y compris les visites, les inspections et la formation avant déploiement.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	19 654,7	22,2 %

42. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par les facteurs suivants : a) le montant des dépenses au titre des services de construction (12 897 200 dollars) a été inférieur aux prévisions compte tenu du nouveau concept d'opérations de l'AMISOM, de même que les dépenses afférentes à la construction de camps, de logements et de puits dans la capitale, comme suite au retrait des Chabab de Mogadiscio et à l'abandon du projet d'élargissement de la base d'appui de Mombasa à l'aéroport de Mombasa; b) les dépenses moindres au titre du carburant et des lubrifiants (5 736 600 dollars) du fait que 4 points de distribution de carburant sur les 10 prévus n'ont pas été mis en service à la suite de la prise de Mogadiscio et de la réaffectation des militaires sur le théâtre des opérations, et à la consommation moins élevée de carburant, le nombre de groupes électrogènes étant moins important que prévu; et c) les dépenses moindres au titre des travaux d'aménagement et de rénovation (4 088 800 dollars), l'AMISOM et l'UNSOA ayant interrompu le projet de rénovation de 20 sites avancés dans l'est de Mogadiscio à la suite du retrait des Chabab de la capitale, ainsi que la sous-utilisation des crédits prévus pour l'UNSOA à Nairobi, Mombasa et Mogadiscio.

43. Cette sous-utilisation générale des crédits a été en partie contrebalancée par la hausse des dépenses liées à l'achat d'installations préfabriquées (3 379 100 dollars) pour appuyer l'expansion de l'AMISOM, conformément à la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(5 010,6)	(20,4 %)

44. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par l'achat de véhicules (7 048 800 dollars) (90 véhicules ont été achetés alors que 23 étaient prévus dans le budget) pour couvrir les nouvelles zones d'opérations de la Mission, conformément au mandat modifié établi dans la résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité qui a étendu l'AMISOM à trois nouveaux secteurs d'opérations et augmenté ce faisant les effectifs. Ce dépassement a été partiellement contrebalancé par des dépenses moindres au titre des travaux de réparation et d'entretien (1 572 700 dollars) du fait du nombre moins important de moyens de transports terrestres présents sur le terrain par rapport aux prévisions, et au coût moindre des services d'entretien du matériel de transports terrestres assurés par le sous-traitant.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	168,1	7,1 %

45. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par la mise en place d'un vol régulier qui a simplifié les déplacements de l'UNSOA et de l'AMISOM, et optimisé l'utilisation des moyens aériens, les vols effectués étant moins nombreux que prévu.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	1 374,8	92,5 %

46. Le solde inutilisé tient essentiellement au fait que le montant des dépenses au titre du carburant et des lubrifiants a été inférieur aux prévisions (1 263 200 dollars) parce que 4 points de distribution de carburant sur les 10 prévus n'ont pas été mis en service à la suite de la prise de Mogadiscio et du redéploiement des contingents sur le théâtre des opérations; il tient également à la consommation moins élevée de carburant destiné aux bateaux du fait de la réduction des activités maritimes ou fluviales.

	<i>Écart</i>	
Communications	(6 778,8)	(29,5 %)

47. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par les facteurs suivants : a) l'achat de matériel de télécommunications (5 567 400 dollars) suite à l'expansion de l'AMISOM, qui a nécessité l'achat de matériel supplémentaire pour étendre la couverture des systèmes mobiles de télécommunication déployables, routeurs et commutateurs afin de fournir des services de téléphonie et de transmission de données dans ces secteurs, mettre en place un dispositif de secours à Mogadiscio pour servir d'appoint, et étendre le système par satellite de l'AMISOM; et b) l'élargissement des services d'information (2 732 900 dollars) en vue de la fourniture de communications stratégiques à l'appui de l'AMISOM.

48. Ce dépassement a été en partie compensé par les dépenses moindres au titre des communications commerciales (1 344 700 dollars) du fait du remplacement du fournisseur d'accès Internet à Nairobi et à Mogadiscio par un fournisseur pratiquant des tarifs nettement moins élevés. En outre, en Somalie, les factures de téléphone par satellite et par le réseau à couverture mondiale à large bande de l'UNSOA ont été moins élevées du fait d'une consommation moins importante que prévu; et à

Nairobi, les factures de téléphone ont été moins élevées grâce à la migration vers la téléphonie par protocole Internet.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(1 071,4)	(14,8 %)

49. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par l'achat de matériel informatique (2 442 700 dollars) en raison de l'expansion de l'AMISOM : ordinateurs portables, postes de travail, écrans, stockage pour l'infrastructure de bureau virtuel, cartes et graphiques, virtualisation des systèmes mobiles de télécommunication déployables et matériel de conférence. Ce dépassement a été partiellement contrebalancé par des dépenses moindres au titre des licences, des redevances et de la location de logiciels (668 300 dollars), les projets de wifi et de passerelle n'ayant pas été réalisés étant donné que les ressources avaient été réaffectées pour appuyer l'expansion de l'AMISOM. Il a également été en partie compensé par des dépenses moindres au titre des services informatiques (550 300 dollars), la conception et l'installation du projet de visioconférences à l'aide d'ordinateurs personnels ayant été faites en interne au lieu d'être confiées à un sous-traitant, et par l'abandon des projets de wifi et de passerelle.

	<i>Écart</i>	
Santé	2 237,6	13,6 %

50. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par les facteurs suivants : a) des dépenses moindres au titre des services médicaux (1 980 400 dollars) en raison du retard enregistré dans l'exécution du contrat de l'entreprise extérieure chargée de faire fonctionner l'hôpital de niveau II appartenant à l'ONU situé à Mogadiscio, et au titre des évacuations sanitaires, en raison de la diminution des combats après le retrait des Chabab de Mogadiscio en août 2011; et b) l'achat en quantités moins importantes de fournitures (751 400 dollars) du fait de la durée du cycle de reconstitution des ressources des contrats-cadres. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par des dépenses supérieures pour l'achat de matériel (494 200 dollars), dû essentiellement à la nécessité de moderniser l'équipement des formations de soutien sanitaire de niveau I pour élargir la gamme des procédures médicales offertes ainsi que la capacité d'accueil, et d'équiper les ambulances de sorte à dispenser des soins médicaux appropriés pendant les évacuations sanitaires.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(2 187,7)	(5,8 %)

51. Le dépassement de crédits s'explique essentiellement par la hausse des achats de matériel et les coûts de formation à la détection et au relevage des mines (2 500 000 dollars) du fait de l'élargissement des opérations de l'AMISOM après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2036 (2012), qui prévoyait une zone d'opérations plus large et une hausse des effectifs; et l'achat de matériel (454 700 dollars) (jerricans d'eau, matelas de camping et sacs de couchage). Ce dépassement a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits aux rubriques suivantes : a) la formation des militaires de l'AMISOM (1 198 400

dollars) : le nombre effectif de déploiements et d'activités préalables réalisées dans les pays fournisseurs de contingents a été moins important; les activités de formation prévues à Mogadiscio ont également été moins nombreuses que prévu, ce qui a réduit d'autant les besoins de déplacements du personnel de l'AMISOM; et b) les coûts moins élevés des services de vérification et d'inspection du matériel en Somalie.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

52. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement du soutien logistique de l'AMISOM et autres activités immédiates liées à une future opération de maintien de la paix des Nations Unies portent sur les points suivants :

a) Affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, soit 3 335 300 dollars;

b) Affectation d'autres recettes ou ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2012, soit 15 457 000 dollars au total, correspondant aux intérêts créditeurs (512 000 dollars), aux recettes diverses ou accessoires (3 063 200 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (11 881 800 dollars).

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/889

(A/65/743/Add.16)

<i>Demande</i>	<i>Mesure prise</i>
Le Comité consultatif note que les dépenses afférentes au contrat clefs en main pour l'approvisionnement en carburant paraissent élevées et demande donc à l'UNSOA de les suivre attentivement et de faire rapport à ce sujet dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget (par. 41).	Le contrat clefs en main pour l'approvisionnement en carburant a commencé le 1 ^{er} janvier 2011 et prévoit la mise en service, l'exploitation et l'entretien de 9 points de distribution de carburant et la constitution d'une réserve stratégique pour une période minimale de 3 ans, ainsi qu'une éventuelle prolongation pour une période maximale de 2 ans, le montant total pour toute la période ne devant pas dépasser 228 millions de dollars. Pendant l'exercice 2010/11, 3 points de distribution de carburant ont été mis en service et la réserve stratégique constituée (4 850 531 dollars pour les frais de mise en service et 3 460 407 dollars pour les coûts d'exploitation et de gestion). Pendant l'exercice 2011/12, 2 points de distribution de carburant ont été mis en service (2 093 794 dollars

Demande

Mesure prise

pour les frais de mise en service et 10 720 912 dollars pour les frais d'exploitation et de maintenance). Du fait du retrait des Chabab de Mogadiscio en août 2011, l'UNSOA ne mettra pas en service les 4 autres sites prévus car, après avoir revu sa stratégie, l'AMISOM a pu satisfaire tous ses besoins d'approvisionnement au moyen des dépôts existants. La décision de ne pas mettre en service les 4 autres sites devrait entraîner des économies d'environ 4,39 millions de dollars correspondant aux frais de mise en service, et de 90 000 à 240 000 dollars par site correspondant aux coûts d'exploitation et d'entretien.